

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): La parole est au député de Waterloo-Sud.

M. Max Saltsman (Waterloo-Sud): Monsieur l'Orateur, quelques mots seulement pour parler d'une circonscription électorale fort industrialisée, celle de Waterloo-South, que j'ai l'honneur de représenter, district électoral qui a largement profité de l'accord concernant les produits de l'industrie automobile. Néanmoins, malgré le fait que la région a largement profité de cet accord et que les offres d'emploi se sont accrues, tout le monde éprouve de vives inquiétudes de crainte que les mesures qui ont été prises tournent, avec le temps, à notre désavantage. Peut-être avons-nous vendu notre droit d'aînesse pour un plat de lentilles. La mesure prise par le gouvernement peut être de nature irréparable.

La plus grande inquiétude vient de la conclusion apparente à laquelle le gouvernement en est arrivé, conclusion selon laquelle le continentalisme est inévitable et qu'il faut donc conclure un accord qui le rende encore plus inévitable.

La méthode choisie par le gouvernement pour mettre cette mesure en vigueur est également une source d'inquiétude, en ce sens qu'elle ne nous a pas permis d'avoir un débat antérieurement à la décision qui a été prise—un débat à la Chambre des communes parmi les représentants élus par la population. Un débat de ce genre aurait assuré un dialogue, à l'échelon national, sur tout le problème: autrement dit, voulons-nous le continentalisme ou pouvons-nous opter en faveur d'autres moyens? Le gouvernement ne semble pas avoir songé aux autres solutions qui se présentaient peut-être dans ce domaine.

De l'avis général, une rationalisation de l'industrie automobile s'imposait et, comme l'a signalé mon collègue de Danforth (M. Scott), la multiplicité des modèles fabriqués au Canada rendait inutile toute tentative d'assurer chez nous une industrie efficace. Les Canadiens n'avaient peut-être pas besoin de ces voitures de tous modèles. Nous aurions peut-être pu faire comme la Suède, l'Allemagne, la France et l'Angleterre et mettre au point une automobile nationale bien à nous. Nous aurions pu rationaliser l'industrie de cette façon. Nous aurions pu faire disparaître quelques-uns des plus mauvais aspects du morcellement de l'industrie et nous serions peut-être montrés très compétents dans la production d'une automobile nationale.

Grâce à une automobile nationale de ce genre, nous aurions pu nous lancer dans le

commerce international, à l'exemple des nations susmentionnées. Elles n'ont pas jugé nécessaire de donner dans le continentalisme et d'intégrer leur industrie dans celle d'une autre nation pour subsister. J'ignore à quelle solution on aurait pu arriver, mais les représentants des Canadiens au Parlement auraient au moins pu débattre la question de cette façon et examiner ces possibilités.

A en juger d'après les conséquences actuelles de l'accord, on peut dire, je pense, qu'il a assuré des occasions d'emplois. Nous ne saurions dire qu'il ait beaucoup aidé les consommateurs canadiens, bien que cela puisse se réaliser dans les années à venir. Mais, compte tenu de ses répercussions sur la qualité et l'essence de notre industrie, il y a lieu, je pense, d'être extrêmement inquiets.

En parlant du débat d'ajournement, j'ai dit, un soir, que nous, Canadiens, serions peut-être les nouveaux coupeurs de bois et porteurs d'eau de l'ère technologique, que le travail spécialisé, le travail scientifique relié à l'industrie automobile ne pourrait plus être exercé au Canada, que les occasions d'emploi pour des travailleurs de cette qualité n'existeraient plus pour les Canadiens, que la nature de cette entente a permis aux fabricants de voitures de produire des articles de précision aux États-Unis, de faire leurs recherches aux États-Unis, puis d'expédier leurs produits à nos usines de montage.

Je sais que nous retirons des avantages de ces sortes d'entente, mais à la longue nous n'en profitons peut-être pas; nous y perdons peut-être beaucoup, et nous devons peut-être nous confiner à jamais au continentalisme et aboutir à une position dont nous ne pourrions nous tirer.

● (9.20 p.m.)

Même si, à l'avenir, nous estimons dans l'intérêt national d'avoir une politique bien à nous, ce sera peine perdue. Nous n'aurions plus les cadres, les talents nécessaires et les techniques qui sont importants pour la gestion. Nous craignons tous que certaines opinions, émanant de personnes aux États-Unis qui ne comprennent peut-être pas comment les Canadiens sentent le besoin—si je puis utiliser cette expression—d'être les maîtres chez-eux, puissent devenir une réalité. J'aimerais citer un passage de certaines de ces opinions; dans un article du *Financial Post* on rapporte qu'un fabricant a dit:

Remettre une importante part des bénéfices d'une exploitation canadienne à des Canadiens—qui en tirent, à leur avantage, de nombreux emplois—ce n'est pas ma conception de la façon intelligente d'exploiter une filiale étrangère.